

vous supporterez dans des sacrifices mutuels, et vous fonderez cette ligne de voie ferrée qui viendra vous donner non seulement un débouché de marchandises, mais encore, et surtout, pourrions-nous dire, un noyau de défenses pour votre pays. Créez des ressources nouvelles aux provinces unies en facilitant la navigation des fleuves, des lacs et des rivières; et pour cela élargissez vos canaux, pour éviter les exigences et l'égoïsme d'un voisin incommode qui, dans un moment de ses caprices de libéralisme étroit, ou d'amour-propre exagéré, peut vous dire: "Vous ne voulez pas devenir américains," ou bien: "Votre gouvernement ne veut pas reconnaître notre supériorité, alors vous ne passerez plus sur notre territoire sans payer les droits les plus exagérés d'entrée dans nos ports: Vous ne voulez pas payer, eh bien, restez chez vous et nous chez nous."

..

Dans cette situation, le chemin de fer d'Halifax devient, non seulement d'une utilité incontestable, mais d'une nécessité absolue. Les Provinces du Haut et du Bas-Canada sont-elles seules intéressées à la construction de ce chemin de fer? Nous sommes loin de le penser et nous disons au contraire que le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse et les Provinces de la confédération projetée, sont ou doivent être plus désireuses que nous d'attendre ce résultat.

Unies aux Provinces du Haut et du Bas-C., les Provinces maritimes peuvent entreprendre un système de défense contre l'aggression des Etats-Unis, qu'il ne leur serait pas même possible de tenter de soutenir, réduites à leurs propres forces. Le projet de confédération, tel qu'il a été présenté devant les Chambres par le gouvernement du Canada, offre à toutes les Provinces les grands avantages d'un protectorat efficace et d'une alliance incontestablement indispensable aux Provinces d'en Bas. L'opposition qui vient d'être faite aux partisans de la confédération dans le gouvernement respectif des Provinces paraît surprendre quelques personnes, et nous avouons pour notre part qu'il nous eût paru bien surprenant qu'il en fut autrement. Les Provinces d'en Bas sont en contact continu et en relations journalières avec les Etats-Unis; les Américains, qui possèdent dans ces Provinces un grand nombre de compatriotes et des intérêts majeurs, se sont émus de voir se réaliser les projets de l'Angleterre, et c'est pourquoi le gouvernement américain a aidé de toute son influence les élections qui viennent de faire tomber les ministres des Etats de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince-Edouard. Si nous sommes bien renseignés, et nous croyons l'être, la corruption que sait si bien exercer le gouvernement yankee ne serait pas demeurée étrangère à ce singulier système de politique des Provinces d'en Bas. L'Etat du Maine notamment aurait fait des sacrifices importants, qui se seraient traduits par des sommes assez rondes qui auraient acheté le vote de plus d'un opposant.

Que le chemin de fer d'Halifax se construise et nous mettons en fait qu'il est impossible à la confédération de pouvoir ne pas exister. C'est un fait certain que cette voie exécutée, ou seule-

ment décidée, les provinces seront les premières à solliciter d'entrer dans l'union.

Mais, dit-on, si les provinces ne veulent pas la confédération comment les y obligerait-on? L'Angleterre l'a dit elle-même, si les populations consultées décident la confédération, elle sera heureuse d'approuver ce système politique, mais dans le cas contraire, que sera-t-elle? A cela nous croyons devoir répondre que la but du gouvernement impérial est de consulter la majorité des parties intéressées, et que cette majorité décidant, la Grande-Bretagne prendra des moyens pour faire accepter ses décisions. Si les provinces, pour des motifs d'amour propre, ou pour des causes encore moins justifiables, s'opposent à la confédération et si d'un autre côté le gouvernement impérial fait entrer dans sa politique de faire de ses possessions un seul Etat, sous un seul chef dont le titre serait gouverneur général ou Vice-Roi, comme vous voudrez, ce ne sont certes pas les oppositions irrésistibles d'un ou de quelques petits états qui pourront empêcher le gouvernement de continuer ses entreprises et d'atteindre son but. Je veux bien vous protéger de tout mon pouvoir, de toute mon influence, peut dire l'Angleterre, je veux bien faire respecter votre indépendance et vous conserver mon protectorat en faisant inattaquable le pavillon britannique dans mes colonies, mais de même qu'un chef de famille a le droit d'administrer sa fortune et ses affaires selon sa meilleure manière d'apprécier les besoins de ses enfants et de leur bien-être, de même aussi, moi Grande-Bretagne, qui sais ce que je dois à mes sujets et à mes intérêts, je veux vous faire connaître, peuples et habitants de mes provinces du Nord, que je ne vous conserve mon protectorat qu'à la seule condition que vous écoutiez mes conseils en vous rendant à la voix de la raison et de la justice et en me procurant les moyens d'action qui me sont nécessaires pour défendre vos intérêts et l'honneur de mon protectorat. Et si les provinces ou l'une des provinces refusent de se rendre à la raison, quand le gouvernement leur aura fait entendre le dernier appel fait à leur bon sens et à leur loyauté, ce sera alors à elles à choisir entre le délaissement de la protection de la Grande-Bretagne, ou l'entrée volontaire dans la confédération; à moins, cependant, que le gouvernement impérial n'impose lui-même à ces provinces le système politique que les circonstances et les besoins du moment l'auront forcé d'adopter.

Pour obtenir le but proposé, l'Hon. M. I. Buchanan pense que, livrés à nos propres ressources actuelles, ni les provinces unies, ni les deux Canadas ensemble, ne peuvent y arriver.

Mais il ajoute qu'en dotant le pays d'un système financier combiné avec les besoins du pays, ses relations avec l'Amérique, l'expérience du passé, les prévisions de l'avenir, il est possible de surmonter les difficultés en les faisant tourner à l'avantage de la prospérité publique.

L'Hon. I. Buchanan propose l'émission de papier-monnaie de la part du gouvernement, mais il néglige de dire quelles seront les difficultés à vaincre, et quelles ressources on devra créer au gouvernement pour surmonter les obstacles. Nous pensons que si l'on veut mettre en pratique les moyens que nous allons proposer, non seulement il est possible au Canada et aux Provinces

de surmonter peut-être en mais qu'en a confédération à faire un po

C'est sur c allons surto en les priant me des idées autre bot qu relations av nos voisins, un système principale sant des res actuelle lui fusées, tant d le coup des efforts des aux intérêt pays que le gérants des Provinces.

Nous ten divers syst taux de l'in sés au prog Cette grav pays du m contre, plu France où l rigoureuses lois empêcl sous les y l'usure les tion de l'ho

Cette re française su tés et des ministre de dent du c porter dev d'état un p laisserait n et aux tran Quelque ressortir l'

Les ins classe con tes de la l nommé p tion con

Des suc de départ faire com le permet

Les pré de prêter classe co billets p connues e et censeu l'examen avances tat, chie en nantis papier-m